

PAR COURRIEL : [carla.qualtrough@parl.gc.ca](mailto:carla.qualtrough@parl.gc.ca)

Le 28 octobre 2021

hon. Carla Qualtrough

L'honorable ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées  
Chambres des communes  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1A 0A6

Madame la ministre Qualtrough,

**Objet : Diminution et perte du Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu qui ont eu accès à la Prestation canadienne d'urgence**

Nous sommes des membres du personnel des cliniques d'aide juridique, des Ontariens à faible revenu, des fournisseurs de soins de santé et de services, des défenseurs de l'équité et de la justice raciale et d'autres organismes sans but lucratif qui plaident en faveur de la réduction de la pauvreté et de la sécurité du revenu. Nous vous écrivons pour vous demander de corriger immédiatement les conséquences imprévues sur les aînés à faible revenu qui ont eu accès à la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Plus précisément, nous vous demandons d'effectuer ce qui suit :

- Exclure la PCU du calcul du revenu et recalculer le Supplément de revenu garanti (SRG) et les autres prestations aux aînés déterminées en fonction du revenu pour 2020-2021;
- Rembourser rétroactivement les prestations perdues et appliquer le montant de prestations réajusté pour 2021-2022.

La PCU était une bouée de sauvetage pour les travailleurs âgés à faible revenu. Près d'un travailleur âgé sur trois a reçu un certain montant de la PCU. Ce taux comprend les travailleurs aînés racisés. Ils ont eu accès à la PCU non seulement à cause d'une perte d'emploi, mais aussi parce qu'ils respectaient la consigne des autorités sanitaires de s'isoler pour se protéger, vu qu'ils sont une population à risque élevé.

En juillet 2021, de nombreux aînés à faible revenu ont été surpris de découvrir que leurs prestations du SRG pour 2021-2022 ont été réduites ou éliminées parce qu'ils avaient reçu la PCU en 2020, qui a augmenté leurs revenus temporairement et les a donc rendus inadmissibles à la prestation complète. Cela a placé des aînés déjà vulnérables dans une situation financière beaucoup plus précaire. Le SRG, dont 70 % des bénéficiaires sont des femmes, est un outil important pour la réduction de la pauvreté chez les aînés. La perte du SRG a des répercussions disproportionnées sur les aînés des Premières Nations, inuits, métisses et racisés, qui y ont accès deux fois plus souvent que leurs homologues blancs.

Les aînés à faible revenu qui dépendent du SRG ne sont pas admissibles à l'aide sociale et n'ont aucune autre source de revenus. La réduction complète des prestations du SRG pourrait faire en sorte que les travailleurs âgés à faible revenu perdent jusqu'à 600 \$ de leur revenu mensuel. Cette perte de revenu soudaine et considérable au cours des trois derniers mois a eu un effet dévastateur; il était quasiment impossible pour les aînés de subvenir à leurs besoins fondamentaux, y compris le loyer, la nourriture, les vêtements, le transport et les fournitures médicales. De nombreux aînés risquent désormais de devenir sans-abri.

La réduction ou l'élimination de la prestation du SRG pour les aînés à faible revenu en 2021 seulement parce qu'ils ont eu un accès temporaire aux prestations d'aide liée à la pandémie en 2020 va à l'encontre de l'intention de la PCU, du SRG et des objectifs globaux du gouvernement libéral en matière de réduction de la pauvreté. Bien que les promesses d'accroître les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du SRG à l'avenir laissent entendre que la réduction de la pauvreté chez les aînés est une priorité pour votre gouvernement, si vous ne rétablissez pas une prestation du SRG complète pour les aînés qui ont eu accès à la PCU, la crise de la pauvreté chez les aînés à faible revenu s'aggravera.

Alors que nous faisons face à la menace de variants plus dangereux et à la quatrième vague de la pandémie, nous vous exhortons à régler ce problème immédiatement en excluant la PCU du calcul du revenu, en recalculant le SRG, en remboursant de façon rétroactive les prestations perdues et en appliquant le montant de prestations rajusté pour 2021-2022. Ainsi, aucun aîné à faible revenu ne sera obligé de vivre dans la pauvreté pendant la pandémie de COVID-19.

Cordialement, les soussignés,

Centre d'action pour la sécurité du revenu  
West Toronto Community Legal Services



INCOME SECURITY ADVOCACY CENTRE  
Centre d'action pour la sécurité du revenu

55, avenue University, bureau 1500  
Toronto (Ontario) M5J 2H7  
Tél. : 416 597-5820  
Télééc. : 416 597-5821  
Sans frais : 1 866 245-4072

Hamilton Community Legal Clinic/Clinique juridique communautaire de Hamilton  
Lake Country Community Legal Clinic  
Scarborough Community Legal Services  
The Legal Clinic  
Keewatinok Native Legal Services  
Kinna-aweya Legal Clinic  
Legal Clinic of Guelph and Wellington County  
Elgin-Oxford Legal Clinic  
Parkdale Community Legal Services  
Action-Logement  
South Etobicoke Community Legal Services  
Centre des services communautaires Vanier  
Neighbourhood Legal Services  
IAVGO Community Legal Clinic  
Community Advocacy & Legal Centre  
Niagara Community Legal Clinic  
Legal Assistance of Windsor  
HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)  
Community Legal Services of Ottawa / Services juridiques communautaires d'Ottawa  
Community Legal Assistance Sarnia  
Kensington-Bellwoods Community Legal Services  
Renfrew County Legal Clinic  
South Asian Legal Clinic of Ontario  
Advocacy North for Elders/Seniors  
Neighbourhood Legal Services (London and Middlesex)  
ARCH Disability Law Centre  
Parkdale Community Legal Services  
Advocacy Centre for the Elderly  
Waterloo Region Community Legal Services  
Northwest Community Legal Clinic  
Willowdale Community Legal Services  
Mississauga Community Legal Services  
Community Legal Clinic of York Region  
West Scarborough Community Legal Services  
Injured Workers Action for Justice  
Rexdale Community Legal Clinic  
Don Valley Community Legal Services  
Legal Assistance of Windsor  
CanAge: Canada's National Seniors' Advocacy Organization



INCOME SECURITY ADVOCACY CENTRE  
Centre d'action pour la sécurité du revenu

55, avenue University, bureau 1500  
Toronto (Ontario) M5J 2H7  
Tél. : 416 597-5820  
Télééc. : 416 597-5821  
Sans frais : 1 866 245-4072

Davenport Perth Neighbourhood and Community Health Centre

Save Your Skin Foundation

Peel Alliance to End Homelessness

Citizens for Public Justice

ODSP Action Coalition

Colour of Poverty - Colour of Change

OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants

Pozitive Pathways Community Service

Gloucester Emergency Food Cupboard

Ontario Association of Interval & Transition Houses

Feed Ontario

Seniors Action Quebec

Seniors Serving Seniors

Seniors Services Society of BC

Juste à Temps GL

Imani foundation

NELLIE'S

Interval House of Ottawa Maison Interval d'Ottawa

Alternatives for Women in Prince Edward County

Manitoulin Family Resources

Daily Bread Food Bank

Centre d'éducation financière EBO

Social Research and Planning Council (Perth-Huron)

United Way Perth Huron

Carranza LLP

Social Development Centre Waterloo Region

Canadian Buddhist Civil Liberties and Human Rights Association

Bruce Grey Poverty Task Force

Guelph & Wellington Task Force for Poverty Elimination

YWCA Toronto

Barbra Schlifer Commemorative Clinic

Campaign 2000: End Child + Family Poverty

WoodGreen Community Services

SEED Winnipeg Inc.

Community Financial Counselling Services

Guineans United For Status

The Cerebral Palsy Association of Manitoba

Ontario Coalition Against Poverty

COSCO Senior Citizens' Organizations of BC



INCOME SECURITY ADVOCACY CENTRE  
Centre d'action pour la sécurité du revenu

55, avenue University, bureau 1500  
Toronto (Ontario) M5J 2H7  
Tél. : 416 597-5820  
Télééc. : 416 597-5821  
Sans frais : 1 866 245-4072

Immigrant and Refugee Community Organization of Manitoba, Inc.  
Ma Mawi Wi Chi Itata Centre Inc.  
Hamilton Tax Help FEPS  
PEI Coalition for a Poverty Eradication Strategy and MacKillop Centre for Social Justice  
Agincourt Community Services Association  
Haven Toronto  
Community Society to End Poverty-NS  
Hanna & Associates  
Provincial Council Women of Ontario (PCWO)  
Sunrise Community Link Resource Centre  
Dalhousie Food Cupboard  
Canadian Mental Health Association  
Sudbury Community Service Centre  
United Way Halton & Hamilton  
Thunder Bay Counselling  
Association coopérative d'économie familiale Appalaches-Beauce-Etchemins  
ACEF du Sud-Ouest de Montréal  
Association coopérative d'économie familiale de Laval  
ACEF du Nord de Montréal  
ACEF Lanaudière  
ACEF Estrie (Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie)  
Association coopérative d'économie familiale Rive-Sud de Québec  
Association Coopérative d'Économie Familiale du Grand-Portage  
Family Services of Greater Vancouver  
Community Laundry Co-operative  
Open Policy Ontario

C.C. :

*Le très hon. Justin Trudeau, premier ministre*

*hon. Chrystia Freeland, Vice-première ministre et ministre des Finances*

*hon. Kamal Khera, ministre des Aînés*

*hon. Diane Lebouthillier, ministre du Revenu national*

*hon. Karina Gould, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social*

*hon. Erin O'Toole, Chef du Parti conservateur du Canada*

*Jagmeet Singh, Chef du Nouveau Parti démocratique*

*Yves-François Blanchet, Chef du Bloc Québécois*

*Annamie Paul, Cheffe du Parti vert du Canada*